

COMPTÉ RENDU SUD de la conférence salariale du 11 avril 2025

Présents :

OS : SUD, FO, CGT, CFDT, CFTC, UNSA, CFE-CGC

OP : AXESS, FEHAP, UNISS...

DGCS

UNE DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COHÉSION SOCIALE QUI PORTE BIEN MAL SON NOM

Nous n'avions pas beaucoup d'espoir, le Ministère ne nous a pas déçu sur ce point. Conférence salariale vide, vide de chiffre, vide de sens, vide de tout. Le ministère a été clair : Absence totale d'annonce gouvernementale en matière de salaire pour notre branche, aucune vision à long terme, des rustines sur des jambe de bois. Le comble du mépris : aucune présentation chiffrée sérieuse qui concerne notre secteur.

Beaucoup de blabla sur l'importance de rendre notre secteur attractif, de la volonté de l'Etat d'améliorer les conditions de travail en apportant les aides techniques essentielles, mais tout cela évidemment à budget constant ou quasiment. Nos décideurs sont complètement déconnectés de la réalité de terrain. Ils ne voient pas notre souffrance et n'ont aucune reconnaissance de notre travail.

Un retour rapide sur l'agrément de l'accord du 4 juin 2024 élargissant le SEGUR à l'ensemble des personnels de notre branche mais sans vraiment revenir sur les difficultés rencontrées au niveau du financement par les départements. Toutefois, le directeur général nous précise que cette question sera à l'ordre du jour de la rencontre de la DGCS/départements.

DES ORGANISATIONS PATRONALES AUX ABOIS PRÊTES À SE COUCHER POUR DES BUDGETS

Les organisations patronales dénoncent une situation budgétaire plus que périlleuse pour cette nouvelle année. Un esprit défaitiste malgré la volonté de présenter des prévisionnels catastrophiques sans exiger que la DGCS ne se mouille. De plus en plus d'organismes gestionnaires sont en cessation de paiement ou rencontrent de très grosses difficultés de financement. Il n'y a pas eu de revalorisation du point depuis 2022 et certains métiers doivent attendre plus de 14 ans pour atteindre le SMIC.



UN SEUL POINT POSITIF, L'UNITÉ DES SYNDICATS POUR DÉNONCER CE CIRQUE

Assez rare pour être préciser, l'ensemble des Syndicats a fait le constat amer d'un désengagement de l'Etat de notre secteur et le dénonce clairement. Nous rappelons au ministère l'effet pervers de l'inflation sur l'attribution de la « prime » SEGUR, la non application de la prime Guerini, et bien sur le blocage du point depuis des années.

SUD UN SYNDICAT DE LUTTE ET DE CONQUÊTES SOCIALES

Il y a une réelle perte de sens de nos métiers en parallèle à la perte de nos salaires, notre secteur traverse une crise existentielle et la DGCS nous fait la pire conférence salariale depuis des années.

La perte d'attractivité, comme aiment à le rappeler nos employeurs, est le résultat de politiques sociales menées par l'Etat et les employeurs. Ils sont les seuls responsables de la situation catastrophique dans laquelle nous nous trouvons.

Les conditions d'entrée en négociation de notre branche sont iniques, les propositions des employeurs sont un manque de respect total aux travailleuses et travailleurs de notre secteur et sont, pour nous, dictées directement par les représentants de l'Etat. Preuve en est, s'il en faut une, le dédain de notre ministre de tutelle, Mme Vautrin qui ne se formalise même plus à vouloir recevoir les formations syndicales.

Il est évident que les négociations sur une hypothétique Convention Collective Unique vont durer dans le temps, arrêtons de nous voiler la face et reprenons les négociations au niveau des Conventions Collectives existantes. Nous ne lâcherons pas les organisations patronales sur notre volonté de revenir à des négociations loyales.

En conclusion nous avons, d'un côté, un ministère qui se fout clairement de nous, un Etat qui préfère financer le réarmement du pays sur le dos, entre autres, des travailleurs sociaux, de l'autre côté des représentants employeurs qui se couchent devant la volonté de l'état et qui nous proposent une convention collective de CANIVEAU. Il ne nous reste guère plus, en parallèle des négociations de branche, que l'arme de la rue pour faire bouger les choses.

LA DÉLÉGATION DU JOUR : RAMON ET PASCAL

A Paris, le 11 avril 2025

Contact : contact@sudsantesociaux.org

